

## Politique

## Le BDP, Mengara et les frères Bessacque

Du BDP-Gabon nouveau (Daniel Mengara) au BDP-Démocrate (Serge Bessacque), le mouvement basé au New Jersey (USA) a connu, de 2003 à 2005, des manœuvres, tour à tour, déviationnistes, divisionnistes puis basement mercantilistes. Sur la base d'un document que nous reproduisons in extenso intitulé "Chronologie des actes de trahison des frères Bessacque vis-à-vis du BDP-Gabon nouveau", voici l'analyse livrée par la coordination nationale. Signalons qu'une copie du document a été adressée aux services du ministère de l'Intérieur pour information.

■ **2 juillet 2003.** Akébéville, 23 heures. Lorsque nous décidons d'entreprendre l'opération collage et graffiti, Hugues Bessacque (HB) nous dit qu'il va changer de chaussures. Nous l'attendons. Jusqu'à minuit, ne le voyant pas venir, nous définissons l'itinéraire à suivre. A 1h00 du matin, il nous appelle et demande notre position. Nous lui disons que nous venons de terminer le premier trajet et que nous attaquons le second. A 2h30, il nous rappelle et demande à nouveau notre position. Nous lui disons que nous sommes à côté du bâtiment d'Ogar-Vie. Il nous demande de l'attendre. Cinq minutes après cette conversation au téléphone, les agents de la Direction générale des recherches en convoi de trois voitures dont deux roulaient vers le ministère des Affaires étrangères et une vers l'hôtel de ville, s'arrêtent à notre niveau arme au poing. Ils nous embarquent. Nous subissons plusieurs interrogatoires après des violences et des tortures.

■ **7 juillet.** Alors que nos parents ne peuvent pas nous voir, nous sommes appelés au bureau du capitaine Kanga Hubert où nous attend Hugues Bessacque (HB). Il a un paquet contenant des fruits. En présence du capitaine et de ses collègues, il nous dit que tout est rentré dans l'ordre et que nous allons être libérés. Après, nous sommes ramenés en cellule.

■ **9 juillet.** Au cours de son inspection, le procureur de la République demande à rencontrer les militants du BDP. Constatant que HB n'était pas en garde à vue comme nous, le procureur demande au capitaine Kanga d'arrêter HB et de nous transférer au tribunal.

■ **10 juillet.** Nous découvrons plus tard que cette arrestation était une mise en scène car HB était en réalité un agent de renseignement au service de la DGR. Ceci explique d'ailleurs le fait qu'il soit venu rendre visite aux membres de la coordination nationale (CN) qui se trouvaient en garde à vue.

■ **11 juillet.** Pendant notre détention, nous sommes, à l'exception de HB, interdits de visites. Nous sommes d'ailleurs tous placés dans les quartiers de haute sécurité. Il serait correct de dire que nous étions moins bien traités que les grands criminels.

■ **13 août 2003.** A la suite des pressions exercées par les organisations internationales de défense des droits de l'homme, notamment Amnesty International, que la direction du BDP-Gabon nouveau aux Etats-Unis avait alerté, nous sommes transférés dans les quartiers autorisés aux visites. Informés que des menaces et des pressions sont exercées sur nos avocats pour

qu'ils abandonnent l'instruction du dossier, nous décidons d'engager un mouvement de grève de la faim. Nous informons le directeur de la prison et le premier juge d'instruction par lettre.

■ **20 août.** Une semaine après le début de la grève de la faim, M. Ontina Patrice, premier juge d'instruction, rend visite à HB. Après leur entretien, HB vient nous dire d'arrêter la grève de la faim et que nous allons être libérés dès le retour du président de la République de la France. Nous décidons de stopper notre grève.

■ **30 août.** Notre sortie de prison.

■ **20 octobre 2003.** Nous décidons d'organiser une conférence de presse pour dénoncer notre licenciement de nos postes. HB fait trainer l'organisation de cette conférence de presse et elle n'aura jamais lieu. Tout comme les autres manifestations prévues.

■ **Décembre 2003.** Surpris et très en colère, Dr Daniel Mengara téléphone à Paskhal Nkoulou et l'informe que HB est à Paris. Nous découvrons avec stupeur que pendant que cherchions à légitimer et à faire avancer notre engagement, HB avait depuis plus de deux mois entamé des négociations avec le ministre Mba Obama André jusqu'à se rendre en secret à Paris où il demande au Dr Mengara de venir d'arrêter pour une rencontre au sommet avec Omar Bongo. Mengara décline l'offre compte tenu de la manière avec laquelle les choses se sont déroulées. Toutefois, Mengara fait parvenir une lettre de cadrage fixant les conditions à respecter strictement pour d'éventuels pourparlers avec le pouvoir. Ces conditions incluent l'obligation de contacter officiellement le BDP-Gabon nouveau par une lettre officielle du pouvoir stipulant le sujet et les raisons de la rencontre au moins un mois à l'avance afin de permettre au BDP de se réunir et de décider si oui ou non il veut cette rencontre. Mengara rappelle aussi à la CN de ne jamais plus prendre de telles initiatives sans en aviser la direction.

■ **Décembre.** HB revient de Paris bredouille car Mengara a refusé d'y aller pour rencontrer Omar Bongo. En réunion à Libreville, les membres de la CN lui demandent de s'expliquer sur le pourquoi d'une telle libéralité et pourquoi ne pas avoir dit qu'il négociait en secret avec le ministre Mba Obama. En guise de réponse, il dit simplement que c'est ce que le président Bongo et Mba Obama voulaient et qu'il avait, au préalable, informé la direction du mouvement par le truchement du porte-parole de l'époque, M. Léon Obama et de son frère, Serge Bessacque (SB). Nous lui

exprimons cependant que Mengara n'était pas au courant de cette transaction secrète et qu'il a formulé de sévères mises en garde vis-à-vis de la CN. Nous saurons plus tard que HB avait encore une fois menti sur ce point.

■ **Mars 2004.** HB convie Gervais Amogho à une réunion aux teintes tribalistes. HB dit à Amogho qu'il ne doit pas perdre de vue qu'il est du Haut-Ogooué et qu'il ne faut pas faire le lit aux Fang. D'ailleurs, il est plus simple pour tous les deux de servir les intérêts du pouvoir. Choqué par ces propos, Amogho, condamne les agissements de HB et rend publique cette réunion.

■ **Avril 2004.** Il est 22 heures lorsque HB nous téléphone et nous invite à établir des passeports e n disant que Mba Obama lui a dit que le président Bongo l'a confié la zone Améri que dans le cadre de la campagne. Le ministre voudrait mettre à profit son séjour afin de discuter avec les responsables du BDP aux USA. HB dit que la direction du mouvement aux USA en est déjà informée. Une semaine après, nous remettons nos passeports à HB en lui faisant savoir qu'il est temps que le bureau national dans son entièreté rencontre le ministre au lieu que ce soit toujours lui qui serve de courroie de transmission. HB nous balade d'excuses en excuses arguant que cette discussion aura lieu après l'obtention des visas. Mais la réunion n'aura pas lieu.

■ **Avril.** Le soir de son supposé départ, il vient nous retrouver. Il informe Paskhal Nkoulou que le ministre n'a pas voulu lui faire obtenir les visas. Il dit aussi que le ministre s'est opposé à ce que les discussions soient élargies à tout le comité de la CN. Le bureau rétorque que ce n'est pas au ministre de dire comment on fonctionne et que si nous ne le voyons pas aujourd'hui, HB ne voyagera pas. C'est dans ces conditions que HB consentira finalement à ce que nous soyons présents pour la première fois avec le pouvoir.

■ **Mai 2004.** Prenant la parole, le ministre Mba Obama commence par demander à Paskhal Nkoulou pourquoi il refuse de se faire établir un passeport. Il aurait aimé que HB soit accompagné d'un membre du bureau. Puis, il ajoute que le président voyage dans trois jours. Nous tombons du ciel car ce n'est qu'à ce moment-là seulement que nous nous rendons compte que HB nous avait refait le coup de 2003. Il avait encore menti en disant que la direction du mouvement aux USA était au courant et qu'il partirait ce soir même pour les USA. Il avait aussi menti sur les visas en nous faisant croire que le ministre ne voulait que sa présence aux USA. Au sortir du domicile du ministre, une violente dispute éclate entre Nkoulou et HB, qui en sont

presque venus à se battre. C'est en ce moment-là que Nkoulou décide d'informer Mengara.

■ **Mai.** Quand Paskhal Nkoulou contacte Mengara ce dernier est encore une fois surpris et choqué que la CN n'ait pas compris les mises en garde de 2003. HB arrive aux USA, alors que le BDP

est en session extraordinaire car il préparait une marche sur Washington. Durant leur séjour, HB et son frère (SB) s'emploieront à créer les conditions pour que Mengara se rende à Washington pour rencontrer Omar Bongo. Mengara refuse encore une fois en reprochant à HB et SB de ne pas avoir respecté les instructions du mouvement. Il interdira à qui que ce soit d'aller rencontrer Omar Bongo. Mais HB, SB Guy-Roger Biwagou et Léon Obama, tous membres de la cellule BDP de Washington, vont aller rencontrer Omar Bongo en secret avec la complicité de Mba Obama. Ils décident de créer le BDP-Démocrate et SB va s'autoproclamer président. Le BDP exclue tous les membres du mouvement impliqués dans cette affaire en juillet 2004, une fois toutes les manigances dévoilées au grand jour.

■ **Mai.** De retour des USA et profitant de la brouille qu'ils ont créé au sein du BDP, HB convoque une réunion de la CN au cours de laquelle il fait le compte rendu de sa mission. Il rend Mengara responsable de l'échec des négociations et affirme que celui-ci ne veut pas que la situation des membres de la CN au Gabon s'arrange. Il déclare qu'il a

fallu le concours de SB pour sauver les meubles, sinon la situation des membres du Gabon serait restée périlleuse. Dans tous les cas, grâce à la rencontre avec Bongo, le président a donné son accord de principe pour régler les problèmes des membres de la CN à condition que ceux-ci soient dans la fraction ouverte au dialogue. HB ne nous dit cependant pas qu'ils ont reçu 80.000 dollars du président Bongo pour créer le BDP-Démocrate.

■ **Septembre 2004.** Au cours d'une réunion, HB nous présente la copie de la lettre que le chef de l'Etat a adressée au maire de Libreville pour la réhabilitation des membres licenciés de leurs emplois.

■ **Mars 2005.** Dans le cadre des discussions avec le pouvoir, il est demandé au BDP-Démocrate de fournir des explications entre ce qui a été dit au président et les actes posés par le BDP-Gabon nouveau sur le terrain et sur le net. Le président croyait que le BDP allait cesser ses activités. Il est surpris que ses activités n'aient pas cessé comme HB et son frère Serge le lui avaient promis. C'est donc dans le but de préciser la tendance BDP-Démocrate de SB que la conférence de presse est organisée. Son financement sera entièrement assuré par le pouvoir. Coût : 8.000.000 de F.CFA.

■ **Mai 2005.** Les engagements pris par le régime n'étant pas concrétisés, notamment la réhabilitation des membres licenciés, le bureau du BDP-Démocrate presse HB et adresse une lettre mettant fin aux discussions avec le régime. La rupture entre HB et les autres membres du bureau commence à s'établir.

■ **Juin 2005.** Sans avertir les autres membres du bureau, HB est introduit à la présidence par le PM Ntoutoume Emane. Le pouvoir est angoissé par la marche que le BDP-Gabon nouveau projette de faire pour manifester contre l'arrivée de Bongo aux USA. HB fait croire au président que c'est le BDP-Démocrate qui va manifester parce que le pouvoir n'a pas honoré les engagements pris. C'est à la suite de cet entretien que Bongo téléphone au maire de Libreville pour rétablir les membres de la CN licenciés dans leurs anciennes fonctions à la mairie.

■ **Juin.** Les membres de la CN sont nommés chargés de missions du PR auprès du maire de Libreville. Paradoxalement, HB percevra un salaire plus élevé que les autres sous le prétexte que les autres sont des opposants au président et qu'il doit les surveiller.

■ **Juin.** Informé de la manifestation de protestation que s'apprête à organiser le

BDP-Gabon nouveau pour protester contre la dictature au Gabon, Landry Bongo (LB) prend contact avec la famille Bessacque par le canal de leur mère. Il remet à cette dernière une somme de 3.000.000 de francs pour régler les petits problèmes. Avec HB, ils entreprendront de faire croire au président que la marche de protestation qui sera organisée à New York est l'initiative de SB. LB, aidé de HB, persuade le président OBO de la nécessité d'entreprendre un voyage aux USA pour ramener les membres du BDP à de meilleurs sentiments. Ils demandent pour cette mission la somme de 100 millions de francs qui leur sera remise par le président Bongo. HB n'en dira rien ni à la coordination ni à son frère SB.

■ **Avril 2005.** Informés de ce qui se tramait, les membres de la CN se rendent chez LB pour lui signifier leur refus catégorique de donner leur caution aux malversations financières auxquelles il se livre avec la complicité de HB. En guise de réponse, LB, la main sur le cœur, dira que le président ne lui a pas donné un seul franc, mais il souhaite que tous les membres du BDP coopèrent au règlement de la situation. Connaissant la nature de l'homme, les membres de la CN prendront la précaution de lui dire qu'ils ne se rendront pas coupables d'une escroquerie ou d'une arnaque.

■ **Septembre 2005.** En dépit des désaveux des membres de la CN, LB et HB poursuivront leur entreprise jusqu'au bout. HB se rendra aux USA où lui et son frère exigeront une somme de 400.000 dollars pour annuler la marche. Au départ de Libreville, HB avait reçu une somme de 100 millions de francs qu'il a partagée avec LB.

■ **Septembre.** Surpris par l'exigence des frères Bessacque qui auraient dû se contenter de leur part dans les 100 millions, LB tente de se tourner vers les membres de la CN. Pour avoir leur sympathie, il révèle le forfait des frères Bessacque. N'ayant pas le soutien de la CN, LB n'a d'autre choix que de se mettre avec les Bessacque. Avec 400.000 dollars, ils s'accorderont pour faire annuler la marche et 400.000 dollars pour les frères Bessacque.

